

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 13/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/05/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SICA SILO DE NEUF BRISACH

1 PLACE DE LA GARE
BP 7
68000 Colmar

Références : 0006700371_2026_05_07_SICA_VIIC_échéances
Code AIOT : 0006700371

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/05/2026 dans l'établissement SICA SILO DE NEUF BRISACH implanté PORT RHENAN VOLGELSHEIM-NEUF BRISACH 68600 Volgelsheim. L'inspection a été annoncée le 24/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suivi des échéances:

- Contrôle des plans d'actions mis en place par l'exploitant, afin de répondre aux non-conformités constatées dans le cadre de la visite d'inspection du 4 avril 2025 (Action Nationale 2025 _ Travaux par points chauds) ayant fait l'objet de demandes d'actions correctives formalisées dans le rapport de l'inspection du 4 avril 2025.

Référentiels utilisés:

- Arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein

des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

- Arrêté préfectoral n°2014129-0004 du 9 mai 2014 portant prescriptions complémentaires à la société SICA.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SICA SILO DE NEUF BRISACH
- PORT RHENAN VOLGELSHEIM-NEUF BRISACH 68600 Volgelsheim
- Code AIOT : 0006700371
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SICA SILO DE NEUF BRISACH exploite des silos de stockage de grains sur la commune de Volgelsheim.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Maîtrise de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
2	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
3	Travaux	Arrêté Préfectoral du 09/05/2014, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence un retour en conformité de l'exploitant vis-à-vis du cadre réglementaire initialement contrôlé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Maîtrise de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. [...] Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin : [...] <ul style="list-style-type: none">• l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;• [...] L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : <ul style="list-style-type: none">• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;• [...]
Constats :

<p>Lors du contrôle initial du 4 avril 2025, l'Inspection avait constaté le caractère incomplet des consignes de sécurité affichées dans les locaux fréquentés par le personnel, en particulier au sein du laboratoire situé à l'entrée des silos, point de passage obligatoire pour toute personne accédant à l'installation. L'affichage en place ne mentionnait pas l'information relative à l'interdiction d'introduire une flamme nue, sous quelque forme que ce soit.</p> <p>Cette non-conformité avait donné lieu à une demande d'actions correctives, formalisée dans le rapport de l'inspection du 4 avril 2025.</p> <p>Dans le cadre de la présente inspection, lors du contrôle sur le terrain, il a été constaté que l'affichage présent au sein du laboratoire comporte désormais l'ensemble des consignes d'exploitation et de sécurité exigées par la prescription susvisée.</p> <p>Au vu des éléments précédemment évoqués, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Consignes de sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones[...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection initiale en date du 4 avril 2025, le contrôle de cette prescription visait à vérifier le respect des dispositions relatives à la signalisation aux entrées des zones à risques, en cohérence notamment avec les exigences prévues à l'article 59 de l'arrêté ministériel susvisé (article précisant la complétude des consignes d'exploitation et de sécurité).</p> <p>À ce titre, l'Inspection avait constaté que l'entrée de certaines zones identifiées par l'exploitant comme présentant des risques liés à la formation d'une atmosphère potentiellement explosive en raison de la présence de poussières combustibles ne comportait pas l'ensemble des consignes de sécurité associées à ces risques, ou que celles-ci n'étaient pas formulées de manière suffisamment claire pour être aisément comprises et correctement observées.</p> <p>Cela concernait notamment les installations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les fosses de réception "séchoir" et "silos"; • les greniers 6, 7 et 8; • les abords du système d'aspiration (équipement dédié à la collecte, au traitement ou au confinement des poussières générés par les activités). <p>Cette non-conformité avait donné lieu à une demande d'actions correctives, formalisée dans le rapport de l'inspection du 4 avril 2025.</p> <p>Dans le cadre de la présente inspection, il a été constaté, lors du contrôle sur le terrain, que les</p>

affichages présents à l'entrée des zones précitées sont bien visibles, facilement compréhensibles et comportent désormais l'ensemble des consignes de sécurité essentielles à la prévention des risques.

Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives nécessaires afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2014, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Permis de feu

Prescription contrôlée :

La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.

[...]

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à la délivrance du permis de feu,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre (notamment information du personnel, périmètre et protection de la zone d'intervention, arrêt des installations, signalétique, consignes de surveillance et de fin de travaux, etc.),
- les moyens de protection mis à la disposition du personnel effectuant les travaux, par exemple au minimum la proximité d'un extincteur adapté au risque, ainsi que les moyens d'alerte.
- [...]

Constats :

Lors du contrôle initial en date du 4 avril 2025, l'Inspection avait constaté le caractère incomplet du permis de feu de l'exploitant, notamment l'absence de mention explicite du type de matériel autorisé pour les interventions ainsi que de précisions relatives aux mesures de prévention à mettre en œuvre (périmètre de sécurité et modalités de protection à appliquer).

Cette non-conformité avait donné lieu à une demande d'actions correctives, formalisée dans le rapport de l'inspection du 04 avril 2025.

Lors du contrôle en salle réalisé dans le cadre de la présente inspection, l'exploitant a mis à disposition de l'Inspection les deux derniers permis de feu, datés respectivement des 18 mars 2026 et 20 mars 2026. Ces permis avaient été délivrés à une entreprise extérieure pour des interventions générant des sources potentielles d'inflammation (opérations de découpage et de soudage) au sein d'une zone présentant un risque d'explosion.

L'analyse conjointe de ces documents avec l'exploitant a permis à l'Inspection de constater que la structure du permis de feu a été entièrement révisée et comporte désormais l'ensemble des

éléments requis par la prescription susvisée.

Au vu des éléments précédemment évoqués, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite